



Assemblée générale

Distr. générale
26 septembre 2003
Français
Original: anglais

Assemblée générale
Cinquante-huitième session
Point 9 de l'ordre du jour
Débat général

**Lettre datée du 24 septembre 2003, adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique
de Corée auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration écrite de la délégation de la République populaire démocratique de Corée, exerçant son droit de réponse aux observations formulées par Jacques Chirac, Président de la France, et Silvio Berlusconi, Premier Ministre de l'Italie, au cours du débat général de l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session, le 23 septembre 2003 (voir annexe).

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre et son annexe comme document de l'Assemblée générale au titre du point 9 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Pak Gil **Yon**



**Annexe à la lettre du 24 septembre 2003, adressée
au Président de l'Assemblée générale par le Représentant
permanent de la République populaire démocratique de Corée
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration de la délégation de la République populaire
démocratique de Corée exerçant son droit de réponse
aux observations formulées par le Président de la France
et le Premier Ministre de l'Italie au cours du débat général
le 23 septembre 2003**

La délégation de la République populaire démocratique de Corée tient à exprimer qu'elle regrette profondément les positions déformées et marquées de préjugés adoptées par le Président de la France et le Premier Ministre de l'Italie dans leurs déclarations concernant le problème nucléaire entre la République populaire démocratique de Corée et les États-Unis. De ce point de vue, la délégation de la République populaire démocratique de Corée rejette catégoriquement leurs allégations.

Le problème nucléaire est essentiellement un résultat de la politique hostile que poursuivent les États-Unis dans le but d'isoler et d'étouffer politiquement, économiquement et militairement la République populaire démocratique de Corée. Il a sa source dans une hostilité profondément enracinée, le rejet de notre régime et le refus de coexister pacifiquement avec la République populaire démocratique de Corée.

La République populaire démocratique de Corée reste cohérente sur ses positions, déterminée à résoudre le problème nucléaire entre elle et les États-Unis par des voies pacifiques, par le dialogue et la négociation. La dénucléarisation de la péninsule coréenne est notre but ultime, notre initiative et le souhait sincère de l'ensemble de la nation coréenne.

C'est pourquoi, lors des pourparlers à trois et à six, la République populaire démocratique de Corée a fixé pour but de parvenir à la dénucléarisation de la péninsule coréenne et avancé des propositions réalistes et raisonnables pour atteindre ce but. La proposition de la République populaire démocratique de Corée contient la description détaillée d'un ensemble de mesures et d'une suite d'actions simultanées permettant une solution globale et juste du problème nucléaire, notamment la modification de la politique hostile des États-Unis à l'égard de la République populaire démocratique de Corée, la conclusion d'un traité de non-agression entre eux, la renonciation au programme nucléaire et la normalisation des relations. L'action simultanée est un moyen réaliste de dénucléariser la péninsule coréenne, et toute objection équivaut à un refus.

Pourtant, les États-Unis n'ont fait que réitérer leur appel unilatéral à la République populaire démocratique de Corée pour qu'elle renonce la première à son programme nucléaire, sans mentionner aucunement l'abandon de leur politique hostile à l'égard de la République populaire démocratique de Corée, qui est la clef de la solution du problème nucléaire. Les États-Unis ont fait preuve d'imprudence en affirmant qu'un traité de non-agression n'était pas nécessaire. Ils ont dit aussi qu'un tel traité ne les intéressait pas.

Nous avons déjà fait savoir sans ambiguïté que nous sommes disposés à abandonner notre programme nucléaire si les États-Unis indiquent clairement leur intention de coexister pacifiquement avec la République populaire démocratique de Corée en concluant un traité de non-agression et prouvent dans la réalité qu'ils modifient leur politique hostile à son égard.

Si la France et l'Italie recherchent effectivement une solution équitable du problème nucléaire, elles devraient en comprendre comme il convient les faits véritables, et engager les États-Unis à modifier leur politique hostile à l'égard de la République populaire démocratique de Corée.
